

Document

Élections législatives à Djibouti : dictature, fraudes et répression à l'ombre des bases militaires

(<http://survie.org>)

19.02.2013

Quel changement dans la politique française et européenne ?

Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, 18 février 2013

A l'approche des élections du 22 février 2013, le régime djiboutien a instauré un climat de terreur sur la population. Plusieurs leaders de l'opposition ont séjourné récemment dans les geôles du régime [1], dont le porte-parole de la coalition l'opposition unifiée, l'Union pour le Salut National (USN), Daher Ahmed Farah, également président du MRD. Le 5 février 2013, Daher Ahmed Farah (DAF) a été arrêté puis libéré le lendemain, après une mobilisation à Djibouti et dans le reste du monde [2]. Toute l'opposition subit ce climat d'intimidation, qui vise à faire accepter au peuple djiboutien les fraudes massives que le régime prépare. Dans les derniers jours avant le scrutin, il est à craindre une accentuation des provocations.

Les seules élections pluripartites, depuis l'indépendance, qui se sont déroulées en 2003, avaient déjà été massivement fraudées au détriment de l'opposition unie (UAD), qui avait obtenu officiellement 40% des voix, et, en réalité, plus de 50% : le régime s'était attribué la totalité des sièges des députés à l'assemblée nationale s'appuyant sur le scrutin de liste majoritaire à un tour [3]. Aucune revendication n'étant acceptée, les élections suivantes ont été boycottées, et, une grande partie des leaders ont été contraints à l'exil.

C'est une nouvelle mascarade que le régime prépare. Le régime n'a pas rempli une seule des conditions pour la tenue des élections libres, transparentes et démocratiques. La très récente commission électorale, dont le président est un fonctionnaire de l'Etat, est entièrement sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Le processus de distribution des cartes électorales est totalement chaotique. Le pouvoir refuse d'inscrire des milliers de Djiboutiens sur les listes alors qu'il distribue des milliers de cartes électorales à des étrangers. L'opposition n'a pas accès aux médias nationaux qui ont pris fait et cause pour le parti du gouvernement, l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP). Le service secret djiboutien (SDS) s'installe pour faire peur devant les domiciles et les bureaux des leaders de l'opposition. Les fonctionnaires qui ont rejoint l'opposition sont licenciés sans ménagement et ceux qui rejoignent l'UMP bénéficient des jours de congés payés à la charge de l'Etat. Le président de l'USN (président du l'ARD), Ahmed Youssouf, et le porte-parole de l'USN (président du MRD), Daher Ahmed Farah, ont été interdits de candidature sous prétexte de double nationalité, alors que des candidats du parti au pouvoir dans le même cas ont été acceptés. La police et le gendarme harcèlent les militants et les leaders de l'opposition dans les meetings ou chez eux.

Depuis le 'printemps arabe' et les manifestations massives contre le 3e mandat en février 2011, toute manifestation est interdite, mais l'opposition entend défendre le choix des Djiboutiens, le droit des Djiboutiens à choisir ses dirigeants. Le peuple espère une alternance démocratique, comme le montre la mobilisation dans les meetings de l'USN [4], que les forces de l'ordre n'arrivent plus à empêcher. Beaucoup n'ont plus rien à perdre. Tout indique qu'en cas de fraudes manifestes le 22

février, actuellement prévisibles, la situation pourrait se dégrader rapidement. Le dictateur Ismaïl Omar Guelleh a pris exemple sur Ben Ali pour contrôler son pays, instaurant une répression sans aucune soupape.

L'affaire de l'assassinat du juge Borrel n'est toujours pas close. Sur la scène internationale, Djibouti est considéré comme une place de plus de plus en plus stratégique en raison du combat contre la piraterie en Somalie, et parce que des bases militaires allemande et japonaise ont rejoint la française et l'américaine. Selon la FIDH, « depuis plus de dix ans, les opposants, les syndicalistes, les défenseurs des droits humains et les citoyens subissent une répression brutale qui s'intensifie à l'approche de chaque élection » [5], ajoutant que l'Union européenne « est le premier bailleur de fonds à destination de Djibouti où elle a décidé de renforcer sa présence ». L'UE s'y implique dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) avec la création du Centre de formation régional de Djibouti pour les affaires maritimes [6]. Par rapport à cet investissement, l'envoi de deux experts techniques par l'UE ne peut qu'être négligeable et instrumentalisé [7].

Dans ce pays où règnent misère et grande corruption, où une quasi-famine est annoncée, où une épidémie de paludisme se propage dans une zone sous 'blocus sanitaire' [8], les loyers de ces bases, 30 millions de dollars par an pour la France, les USA et le Japon, sont détournés par le clan au pouvoir. L'argent des contribuables enrichit un régime dictatorial, qui se maintient par des élections fraudées et la répression. La sécurité des pays européens va-t-elle continuer longtemps de se faire aux dépens de la liberté des Djiboutiens ?

Le Collectif de Solidarité avec les Luttés Sociales et Politiques en Afrique demande au gouvernement français et à l'Union européenne de sortir du silence et de s'engager pour soutenir la population djiboutienne dans son combat pour la démocratie.

Collectif de Solidarité avec les Luttés Sociales et Politiques en Afrique

Signataires : Alliance Républicaine pour le Développement (ARD, Djibouti, USN), Mouvement pour Renouveau Démocratique (MRD, Djibouti, USN), Association pour la Démocratie et le Développement (ADD, Djibouti), Collectif des Organisations Démocratiques et Patriotiques de la Diaspora Camerounaise (CODE, Bruxelles), Union des Populations du Cameroun (UPC), Fédération des Congolais de la Diaspora (FCD, Congo Brazzaville), Ça suffit comme ça ! (Gabon), Mouvement pour la Restauration Démocratique en Guinée Equatoriale (MRD), Alliance Nationale pour le Changement en Ile-de-France (ANC-IDF, Togo), Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo – France (CACIT France), Mouvement du 4 mars pour la Libération du Togo (MoLiTo), Survie, Sortir du Colonialisme, Afriques en luttés, Gauche Anticapitaliste, Parti de Gauche, Europe Ecologie les Verts.

Photo sous licence [Creative Commons [CC By 2.0] -><http://creativecommons.org/licenses...>] par [The National Guard](#) via Flickr.

[1] Hassan Amine (PDD), Abdi Osman (UDJ) et Abdillahi Doualeh dit Sitiin (PND), après avoir été torturés et avoir purgé 10 mois de prison (1.8.11-30.5.1), attendent le jugement en appel, mis en délibéré ; Mohamed Ahmed Jabha (FRUD), torturé féroce, est détenu depuis mai 2010 sans soins et sans procès.

[2] Autre cas, les 14 et 15 février, deux leaders du parti Model, Abdi Guireh et Abourahman Bachir, ont été arrêtés le matin pour être libéré le soir, après une fouille de leur maison.

[3] Un scrutin de liste majoritaire ou scrutin majoritaire plurinominal de listes de partis est un système de vote par liste. Chaque parti propose une liste. L'électeur choisit une liste. La liste ayant obtenu une majorité de voix obtient tous les sièges.

[4] [Meeting USN 9 février 2013](#)

[5] [Tribune FIDH + ACP asbl, 17.1.13, 'Djibouti : Le port de l'angoisse'](#)

[6] [Création du centre de formation régional de Djibouti de la Mission EUCAP Nestor de Renforcement des capacités maritimes régionales](#)

[7] [La Nation, journal proche du pouvoir, 17.2.13, 'Législatives 2013 La CNDH reçoit des experts européens'](#)

[8] [Communiqué Ligue Djiboutienne des Droits Humains \(LDDH\), 11.2.13 : 'Djibouti : Levé de l'embargo sur une partie du pays'](#)